

# L'Étincelle



PSA Poissy

*Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire*

Lundi 20 juin 2016

## **Hollande et Valls veulent museler la contestation Ils n'y parviendront pas !**

**Incapables de faire taire la contestation contre la loi Travail, Hollande et Valls voudraient interdire les manifestations suite aux « violences » qui les ont accompagnées. Comme par hasard... L'Euro de football n'a-t-il pas donné lieu à des débordements autrement violents, comme ces affrontements à Marseille entre hooligans russes et anglais ? Hollande, Valls ou Cazeneuve ont-ils menacé d'interdire l'Euro de football ? Que non ! Quand le gouvernement refoule des Anglais, c'est parce qu'il s'agit d'un convoi humanitaire destiné aux migrants de Calais comme il a osé le faire samedi dernier, interdisant au convoi de quitter Douvres !**

À Toulouse, alors que l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires avait prévu une manifestation ce lundi 20 juin, la préfecture a demandé à l'intersyndicale de changer de date sous peine d'interdiction. Motif : Toulouse attend des supporters russes ce jour-là... Ce n'est pas l'Euro que le Préfet pointe du doigt mais les manifestations !

### ***Les violences dans les manifs ? Parlons-en !***

Bernard Cazeneuve a eu le culot d'accuser la CGT d'avoir « pris violemment à partie les forces de l'ordre »... Mais tous ceux qui ont participé aux manifestations contre la loi Travail depuis trois mois ont pu voir une police provoquant les incidents pour mieux pouvoir riposter avec gaz, matraques et interpellations.

Les grandes chaînes de télé, manifestement aux ordres, n'ont montré de la grande manifestation nationale du 14 juin à Paris que des nuages de gaz et, en boucle, les « dégradations » commises à l'hôpital Necker, laissant entendre que les vitres caillassées en rez-de-chaussée étaient celles des salles d'opération – ce qui est complètement faux.

C'est un tout autre tableau que montrent les images qui circulent sur Internet. Oui, un certain nombre de manifestants s'en sont pris aux devantures de banques, d'assurances, à des panneaux publicitaires. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair qu'il s'agissait pour eux d'objectifs très ciblés, symboles de ces grands groupes que défendent le Medef et le gouvernement, même si ces bris de vitrines ne font guère peur aux capitalistes. Hôpitaux ou services publics n'étaient certainement pas visés !

Et puis, ce n'est pas comme s'il n'y avait jamais eu des policiers en civil agissant en agents provocateurs ! En 1995 et 2003, les services d'ordre

syndicaux en avaient interpellé munis de leur carte tricolore ! Dans des manifestations récentes, certaines photos mises en ligne (par exemple « reporterre.net ») sont sans ambiguïté !

En revanche, le 14 juin, à Paris, pour un manifestant « ordinaire », il était impossible de sortir du cortège, par exemple pour se mettre à l'abri des gaz policiers : des cordons de robocops bloquaient les rues adjacentes, « nassant » véritablement la manifestation. Et, aux quelques endroits où les manifestants étaient autorisés à partir, les flics leur faisaient enlever badges, autocollants et T-shirts à slogans.

De quel droit ? Pour qui Valls et Hollande se prennent-ils ? Poutine ? Erdogan ? Croient-ils que nous allons accepter de nous laisser bâillonner ?

### ***Les raisons de la colère...***

Malgré la véritable intoxic du gouvernement et des grands médias, rien n'y fait. Près des deux tiers de la population continuent à vouloir le retrait de la loi. Or le gouvernement s'arcoute et montre les dents. Parce qu'il a peur.

Peur que, s'il retire sa loi, le monde du travail se sente ragaillard, reprenne confiance et commence à mettre sur le tapis tout ce qui ne va pas. Et les motifs de colère ne manquent pas, qu'il s'agisse des salaires – on s'en sort de plus en plus mal –, des conditions de travail, de plus en plus contraignantes, avec un patronat toujours plus arrogant. En ce lundi 20 juin, les organisations syndicales ont maintenu l'appel à manifester contre la loi Travail jeudi prochain, le 23 juin. Nous verrons bien si elles oseront braver l'interdiction.

**En attendant, l'attitude du gouvernement et ses menaces doivent aboutir à nous donner plus que jamais envie de nous battre et d'occuper les rues pour exiger le retrait de la loi Travail !**

**Les occasions ne vont pas manquer**

Samedi dernier, au Ferrage, B5, secteur BR3, éq. 12, certains en ont eu marre des samedis travaillés gratuits, 9 ouvriers sur 11 ont débrayé pendant 2 heures. À 7h30, 37 ouvriers de l'Emboutissage se sont réunis sur le temps de pause, 22 ont rejoint le débrayage et sont retournés chez eux.

Pour l'équipe 12, on se fade encore des H+ mardi 21 et jeudi 23, pour la 22 ce sera samedi 28 : autant d'occasions de faire comme nos collègues du Ferrage.

**La direction s'est un peu fait dessus**

Montage, QCP, chaîne LAC, éq. 22, jeudi dernier la totalité du secteur (18 ouvriers et ouvrières sur 18) a débrayé au moment de l'heure sup pour protester contre la limitation des remplacements pour aller aux toilettes (en dehors des pauses officielles).

La hiérarchie locale ne se sentait plus sentie pisser a dû pourtant reculer. Vu le contexte, le mécontentement et le reste, elle a sans doute eu peur de la goutte d'eau. C'est le moment de se battre et de revendiquer partout contre tous les sales coups qu'on nous prépare.

**Pince-mi et pince-moi étaient à la maintenance...**

Ce lundi, au Ferrage B5, Base roulante (C3/DS3), éq. 22, la pince électrique de soudure est tombée en panne. Ils l'ont changée, mais celle de réserve ne fonctionnait pas non plus, il y a donc eu plusieurs heures d'arrêt. Voilà ce qui se passe quand on débauche depuis des années à la maintenance. La direction assumera son incompétence : pas question de rattraper en heures sup !

**Si tu ne vas à EMDP, EMDP ira à toi**

Au secteur Logistique Recadencement B2, éq. 22, la hiérarchie est déçue du bilan EMDP. Faut croire que personne n'a envie de se faire dégager. Dorénavant, c'est donc un agent qui viendra voir les salariés directement sur les ateliers.

Tout ça pour promouvoir le départ au forçariat direction Pôle emploi ? Si l'agent veut se rendre utile, il pourra toujours filer un coup de main à la production sur chaîne et constater... le manque d'effectif.

**Samedi, on n'a rien à faire ici**

À la Peinture, samedi 11 juin, suite à une panne, il y a eu plus de 10 heures d'arrêt de la cabine Ligne B.

La direction nous casse les pieds pour venir le samedi matin gratuitement, mais elle n'est pas capable de garantir la production. C'est ce qu'on appelle avoir les yeux plus gros que le ventre. Trop sollicitées, les installations se mettent en grève, suivons leur exemple.

**Ce n'est pas l'outil qui licencie, c'est le patron**

En Peinture, Ligne B, la direction installe deux robots en août, elle voudrait donc supprimer 6 postes (2 par équipe). Mais le robot n'y est pour rien : supprimer des postes, dégager les intérimaires, mettre les CDI sur postes éjectables pour surcharger ceux qui restent, c'est la direction qui le fait. Hors de question.

**Leur objectif : tout droit dans le mur**

Montage : à partir de ce lundi, la direction veut produire plus de 208. De une 208 sur cinq véhicules, elle passerait à une sur deux. À coups d'accélération de cadences et de « run » de 2 heures.

Mais alors que les postes sont intenables, la direction voudrait encore supprimer 2 postes à MV3 et répartir le boulot sur les autres, MV2 notamment.

Moniteurs et RU protestent : la direction s'en fout. Ce qu'elle redoute c'est notre colère à tous. Elle joue avec nos conditions de travail, nos nerfs et notre santé. On n'y laissera pas notre peau !

**Contre la Loi Travail et contre la NCS2**

Mardi 14 juin, à PSA Poissy, nous étions 220 sur deux équipes à débrayer pour défilé dans l'usine et converger au B3, certains sont allés manifester à Paris. À PSA Mulhouse, ils étaient 600 à faire grève avec une équipe de nuit particulièrement mobilisée. À PSA Valenciennes, 300 salariés ont débrayé aussi. Contre la NCS2 et contre la Loi Travail continuons à montrer notre colère dans l'usine et dans la rue, à l'occasion des prochaines journées de mobilisation.

**Vol de nuit**

À PSA Tremery, le 7 juin, une centaine de salariés de l'équipe de nuit ont débrayé pendant 4 heures contre « l'équipe de nuit à temps partiel » que prépare le NCS2. Et pour cause, ce n'est pas autre chose qu'une baisse de rémunération de - 400 € par mois !

Deux jours plus tard, une centaine de collègues de PSA Rennes se mobilisaient à leur tour. Ils s'étaient déjà mobilisés en 2010 pour les mêmes raisons, forçant la direction de l'époque à abandonner ce régime d'équipe de nuit. De bon augure pour la suite : à Poissy, équipe C, à notre tour de nous y mettre !

**L'avenir c'est la lutte**

Ce lundi, Tavares a annoncé un nouveau véhicule pour 2018 à PSA Rennes, un SUV.

Pendant des mois, la direction a fait du chantage à la promesse de véhicules pour supprimer des congés et geler pendant encore 3 ans les payes des salariés. Un nouveau véhicule et des d'investissements, ça ne sauve une usine de la fermeture. Tavares peut continuer à faire crever PSA Rennes à petit feu.

Ce qui garantit l'avenir des rennais, comme le nôtre, c'est la lutte, la grève, la solidarité à l'échelle du groupe contre notre ennemi commun, notre patron.